

et à la Privatisation, qui représentait le Canada. La BERD appuie le lancement de travaux susceptibles de recevoir l'aval des banques pour ce qui est de la privatisation d'entreprises industrielles.

Un troisième point mérite d'être noté. C'est notre décision d'ajouter, plus tard cet été, un délégué commercial à la nouvelle ambassade du Canada à Kiev. Cela devrait nous aider à mieux servir les milieux d'affaires, à mesure que se multiplieront les contrats et les occasions de rapprochement avec l'Ukraine. Pour se faire une meilleure idée de la situation économique du Kazakhstan, mon ministère a envoyé temporairement l'un de ses représentants à Alma-Ata, la capitale.

Par ailleurs, nous avons alloué de nouveaux crédits au Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) pour l'année financière en cours, et mes ministères examineront minutieusement les demandes des entreprises admissibles qui souhaiteraient explorer les débouchés commerciaux offerts par ces marchés.

Pour que l'aide à la Russie et à l'Ukraine donne des résultats, elle doit s'accompagner d'une ouverture des marchés. Nous croyons que les obstacles aux exportations à partir de ces pays devraient être réduits au minimum afin de permettre aux nouvelles entreprises de se procurer des devises et de devenir des instruments de croissance économique et de stabilité politique.

Il y a deux semaines, le Canada a unilatéralement accordé le tarif de préférence générale à la Russie, à l'Ukraine, aux États baltes et à l'Arménie. Nous avons l'intention d'accorder, le moment venu, le même traitement tarifaire à toutes les républiques de l'ex-URSS. Le tarif de préférence générale offre des droits de douane qui sont en moyenne inférieurs de 30 % aux droits de la nation la plus favorisée, et cela pour une diversité de produits finis et semi-finis arrivant au Canada en provenance de ces pays.

Une autre mesure destinée à aider les éventuels exportateurs de la région est mise en oeuvre par mon collègue l'honorable Charles Mayer et par Agriculture Canada. Le groupe d'étude Canada-Russie sur le commerce, qui travaille avec le CCCU, organisera le mois prochain dans cinq villes - Saint-Pétersbourg, Moscou, Ekaterinburg, Kiev et Minsk - des séminaires sur la façon d'exporter vers le Canada.

Le groupe d'étude sur le commerce a produit un manuel en langue russe sur la façon de vendre des produits au Canada et dans d'autres pays occidentaux.

Outre les grandes quantités de blé, d'orge, de maïs et de soja livrées à la Russie selon des conditions de crédit - près de 1,5 milliard de dollars en 1991 - nous avons lancé un programme